

Unité départementale de la Vendée  
10, rue du 93e régiment d'infanterie  
Cité administrative Travot  
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 27 Mars 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 21/03/2024**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GAUTIER FRANCE**

17-19 rue Georges Clémenceau  
BP 10  
85510 Le Boupère

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement GAUTIER FRANCE implanté ZI Les Trois Pigeons 85110 Chantonay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est inscrite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle fait également suite à la réception des résultats du contrôle inopiné 2023 des rejets atmosphériques de la chaudière Babcock.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAUTIER FRANCE
- ZI Les Trois Pigeons 85110 Chantonay
- Code AIOT : 0006300975
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Gautier France a été autorisée, par arrêté n°13-DRCTAJ/1-127 du 7 mars 2013, à exploiter, sur son site de Chantonay, des installations de fabrication de panneaux de particules et de meubles.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Risque incendie
- PFAS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	VLE Air - Chaudière Compte	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, articles 58.I et 62 ; Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 3.2.3.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
3	VLE Air - Chaudière Babcock	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, articles 58.I et 62 ; Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 3.2.3.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	VLE Air - Séchoir	Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 3.2.3.1	Demande d'action corrective	6 mois
6	Captation des rejets atmosphériques, notamment de formaldéhyde	Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 3.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Programme de surveillance Air - presse à panneaux	Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 9.2.2	Demande d'action corrective	12 mois
8	VLE Air - Presse à panneaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7	Demande d'action corrective	6 mois
9	Évaluation en permanence des émissions de poussières (2910 B)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 77.II	Demande d'action corrective	3 mois
11	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 7.2.5	Demande d'action corrective	6 mois
14	Liste des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
15	Analyse des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, articles 3 et 4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Programme de surveillance - Air - Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76.I	Sans objet
4	Programme de surveillance Air - Séchoir	Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 9.2.1	Sans objet
10	Filière de gestion des cendres sous chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 73	Sans objet
12	Entretien des moyens d'intervention incendie	Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 7.6.2	Sans objet
13	Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 7.6.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En ce qui concerne le risque incendie, il apparaît que l'exploitant réalise un suivi sérieux des moyens d'intervention. Les moyens de défense extérieure sont suffisamment dimensionnés.

En revanche, plusieurs écarts relatifs aux émissions atmosphériques ont été relevés. En ce qui concerne en particulier les chaudières biomasse et les dépassements des valeurs limites en dioxines et furanes et en poussières, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant, à des fins de mise en

conformité. En outre, il est demandé à l'exploitant de faire réaliser une interprétation de l'état des milieux, afin de justifier que les émissions non conformes de dioxines et furanes ne remettent pas en cause les usages actuels autour du site.

Le formaldéhyde, rejeté notamment par le process de fabrication des panneaux, est désormais classé, selon sa classification harmonisée en vigueur, « H350 – Peut provoquer le cancer ». Les émissions de formaldéhyde doivent donc faire l'objet d'une attention toute particulière. Cette mention de dangers H350 a entraîné un abaissement de la valeur limite d'émission applicable. Actuellement, cette dernière n'est pas respectée au niveau de la presse à panneaux. Par ailleurs, au vu des constats réalisés, un doute subsiste quant à l'efficacité de la captation des émissions atmosphériques au niveau de la presse à panneaux. Il est, par conséquent, demandé à l'exploitant doit démontrer l'efficacité de la captation des émissions atmosphériques au niveau de la presse à panneaux.

Après clarification des émissions atmosphériques du site, l'inspection des installations classées rédigera un projet d'arrêté complémentaire modifiant, pour cette thématique, les dispositions de l'arrêté d'autorisation du 7 mars 2013.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Programme de surveillance - Air - Chaudières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76.I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé [...] une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.
<b>Constats :</b> Concernant la chaudière Babcock (conduit n°1 dans l'article 3.2.2 de l'arrêté d'autorisation du 7 mars 2013), les deux dernières campagnes de mesures ont été réalisées en septembre 2022 et en novembre 2023 (contrôle inopiné). En outre, une campagne spécifique aux rejets de dioxines et furanes a été réalisée en janvier 2023. Concernant la chaudière Compte (conduit n°3 dans l'article 3.2.2 de l'arrêté d'autorisation du 7 mars 2013), les deux dernières campagnes de mesures ont été réalisées en janvier 2023 et en janvier 2024. La fréquence de surveillance est ainsi respectée. L'écart constaté lors de la visite du 5 mai 2021, relatif au non-respect du programme de surveillance, est donc levé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : VLE Air - Chaudière Compte

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, articles 58.I et 62, arrêté préfectoral du 07/03/2013, article 3.2.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

Les rejets atmosphériques respectent les valeurs limites suivantes (gaz secs, concentration en oxygène ramenée à 6%) :

- débit max : 3600 m<sup>3</sup>/h
- vitesse d'éjection minimale en marche continu : 6 m/s
- SO<sub>2</sub> : 225 mg/m<sup>3</sup> et 0,72 kg/h
- NO<sub>X</sub> : 525 mg/m<sup>3</sup> et 1,8 kg/h
- CO : 375 mg/m<sup>3</sup> et 0,9 kg/h
- Poussières : 50 mg/m<sup>3</sup> et 0,54 kg/h
- HAP : 0,1 mg/m<sup>3</sup>
- COVNM : 50 mg/m<sup>3</sup> et 0,18 kg/h
- HCL 30 mg/m<sup>3</sup>
- HF 25 mg/m<sup>3</sup>
- dioxines et furanes est de 0,1 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup>
- Cd + Hg + Tl : 0.05 mg/m<sup>3</sup> par métal et 0.1 mg/m<sup>3</sup> pour la somme
- As + Se + Te : 1 mg/m<sup>3</sup> pour la somme
- Pb : 1 mg/m<sup>3</sup>
- Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn : 20 mg/m<sup>3</sup> pour la somme

**NB :**

La chaudière Compte forme une installation de combustion de 2,5 MW, composée d'un seul appareil mis en service en 2014 (en remplacement d'une chaudière similaire). En application de l'article 56.VI de l'arrêté ministériel du 3 août 2018, « les valeurs limites d'émission fixées à la présente section applicables aux installations nouvelles à la date de la modification, s'appliquent à la partie modifiée ou étendue en cas de changement de combustible, de remplacement des appareils de combustion (chambre de combustion et brûleur) ou d'extension de l'installation. » Par conséquent, pour l'application des valeurs limites d'émission prévues à l'article 58, c'est cette date de décembre 2014 qui est prise en compte. La valeur limite en NO<sub>X</sub> est donc égale à 525 mg/m<sup>3</sup> (et pas 750 mg/m<sup>3</sup>).

**Constats :**

Lors de la campagne de mesures de janvier 2023, les dépassements suivants ont été constatés :

- NO<sub>X</sub> : 1140 mg/m<sup>3</sup>, pour une valeur limite de 525 mg/Nm<sup>3</sup>
- NO<sub>X</sub> : 2,34 kg/h, pour une valeur limite de 1,8 kg/h
- COVNM : 52,75 mg/m<sup>3</sup>, pour une valeur limite de 50 mg/m<sup>3</sup>
- dioxines et furanes : 0,91 ng I-TEQ/m<sup>3</sup>, pour une valeur limite de 0,1 ng I-TEQ/m<sup>3</sup>
- poussières : 114 mg/m<sup>3</sup>, pour une valeur limite de 50 mg/m<sup>3</sup>

Lors de la campagne de mesures de janvier 2024, les dépassements suivants ont été constatés :

- CO : 502 mg/m<sup>3</sup>, pour une valeur limite de 375 mg/m<sup>3</sup>
- CO : 1,42 kg/h, pour une valeur limite de 0,9 kg/h
- NO<sub>X</sub> : 732 mg/m<sup>3</sup>, pour une valeur limite de 525 mg/m<sup>3</sup>
- NO<sub>X</sub> : 2,08 kg/h, pour une valeur limite de 1,8 kg/h
- dioxines et furanes : 0,26 ng I-TEQ/m<sup>3</sup>, pour une valeur limite de 0,1 ng I-TEQ/m<sup>3</sup>
- poussières : 109 mg/m<sup>3</sup>, pour une valeur limite de 50 mg/m<sup>3</sup>

L'écart constaté lors de la visite du 5 mai 2021 (dépassement en CO et poussières) n'a donc pas été levé. Au contraire, de nouveaux paramètres sont désormais non-conformes (dioxines et furanes et NOx).

En ce qui concerne les poussières et les dioxines et furanes, l'exploitant estime que la présence d'un flux d'air « parasite » au niveau de l'électrofiltre pourrait être à l'origine de ces dépassements. Des travaux permettant de supprimer ce flux d'air sont prévus pour l'arrêt technique d'août 2024. Compte tenu des incertitudes d'un retour à la conformité après réalisation des travaux à l'été 2024 pour les paramètres à enjeu que sont les dioxines et furanes et les poussières, l'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites d'émission en poussières et en dioxines et furanes.

En ce qui concerne les autres dépassements, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan d'action. Il est invité à se rapprocher du fabricant de la chaudière, afin de déterminer les mesures qui permettront un retour à la conformité.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 3 : VLE Air - Chaudière Babcock

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, articles 58.I et 62, arrêté préfectoral du 07/03/2013, article 3.2.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

Les rejets atmosphériques respectent les valeurs limites suivantes (gaz secs, concentration en oxygène ramenée à 6%) :

- débit max : 7800 m<sup>3</sup>/h
- vitesse d'éjection minimale en marche continu : 6 m/s
- SO<sub>2</sub> : 225 mg/m<sup>3</sup> et 1,56 kg/h
- NO<sub>X</sub> : 750 mg/m<sup>3</sup> et 3,9 kg/h
- CO : 375 mg/m<sup>3</sup> et 1,95 kg/h
- Poussières : 50 mg/m<sup>3</sup> et 1,17 kg/h
- HAP : 0,1 mg/m<sup>3</sup>
- COVNM : 50 mg/m<sup>3</sup> et 0,39 kg/h
- HCL 30 mg/m<sup>3</sup>
- HF 25 mg/m<sup>3</sup>
- dioxines et furanes est de 0,1 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup>
- Cd + Hg + Tl : 0.05 mg/m<sup>3</sup> par métal et 0.1 mg/m<sup>3</sup> pour la somme
- As + Se + Te : 1 mg/m<sup>3</sup> pour la somme
- Pb : 1 mg/m<sup>3</sup>
- Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn : 20 mg/m<sup>3</sup> pour la somme

**NB :**

La chaudière Babcock forme une installation de combustion de 4,6 MW, composée d'un seul appareil mis en service en 1988.

**Constats :**

**Contexte :**

À la suite de la précédente visite du 5 mai 2021 et sur la base des résultats de la campagne de mesures de mars 2021, l'exploitant avait été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 13 juillet 2021, de respecter la valeur limite d'émission en dioxines et furanes.

Pour y répondre, il a mis en place un filtre à manches. Par courrier du 9 décembre 2021, il a indiqué que si la mise en place d'un tel filtre n'était pas suffisante, un dispositif d'injection de charbon actif serait mis en place.

Lors de la campagne de mesures de septembre 2022, réalisée juste après la mise en place du filtre à manches, un dépassement de la valeur limite d'émission en dioxines et furanes avait été constaté : 11,775 ng I-TEQ/m<sup>3</sup>, pour une valeur limite de 0,1 ng I-TEQ/m<sup>3</sup>.

Lors de la campagne de mesures de janvier 2023, les émissions de dioxines et furanes se sont avérées conformes. Par conséquent, la mise en demeure du 13 juillet 2021 a été levée. Par courrier du 22 mars 2023, le préfet de la Vendée a toutefois précisé que, afin de s'assurer de la pérennité de la mise en conformité, un contrôle inopiné serait réalisé en 2023. Ce contrôle inopiné s'est déroulé en novembre 2023.

**Visite du 21 mars 2024 :**

Lors de la campagne inopinée de novembre 2023, les dépassements suivants ont été constatés :

- CO : 1610 mg/m<sup>3</sup>, pour une valeur limite de 375 mg/m<sup>3</sup>
- CO : 2,3 kg/h, pour une valeur limite de 1,95 kg/h
- NO<sub>x</sub> : 833 mg/m<sup>3</sup>, pour une valeur limite de 750 mg/m<sup>3</sup>
- dioxines et furanes : 1,02 ng I-TEQ/m<sup>3</sup>, pour une valeur limite de 0,1 ng I-TEQ/m<sup>3</sup>



En ce qui concerne en particulier les dioxines et furanes, 3 campagnes de mesures ont donc été réalisées depuis la mise en place du filtre à manches. Les résultats, présentant une grande variabilité, se sont avérés non-conformes à la valeur limite applicable 2 fois sur 3. Ainsi, le dispositif de traitement mis en place ne permet pas de garantir le respect de cette valeur limite. Afin de permettre un retour à la conformité, l'exploitant envisage la mise en place du dispositif d'injection de charbon actif, pour lequel un devis avait été réalisé en 2022. Cependant, il n'a pas présenté de bon de commande. Compte tenu de ce qui précède et pour les paramètres à enjeu que sont les dioxines et furanes, l'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la valeur limite imposée.

Outre les dioxines et furanes et depuis la visite du 5 mai 2021, l'exploitant s'est mis en conformité concernant les poussières, le plomb et l'acide chlorhydrique. En revanche, les rejets de monoxyde de carbone sont toujours non conformes. En outre, un nouvel écart concernant les oxydes d'azote est apparu. Concernant ces dépassements, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan d'action. À la suite de la visite du 5 mai 2021, il avait étudié plusieurs solutions de remplacement de la chaudière, sans qu'une option ne soit retenue. Il lui est demandé de poursuivre ses recherches d'une solution technique permettant un retour à la conformité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Afin de s'assurer que ces dépassements récurrents et importants en dioxines et furanes n'entraînent pas de risque pour la santé des tiers, il est demandé à l'exploitant de faire réaliser, dans un délai maximal de 6 mois et par un organisme spécialisé, une interprétation de l'état des milieux (IEM), centrée sur les dioxines et furanes. Une telle démarche, basée sur des mesures dans l'environnement du site, permet d'évaluer l'impact, sur les milieux, des émissions passées et présentes d'un établissement. Cette demande pourra faire l'objet d'un prochain arrêté complémentaire, mais il est demandé à l'exploitant de faire réaliser cette IEM sans attendre cet arrêté. Le protocole envisagé (nombre et emplacement des prélèvements, matrices retenues, etc.) devra au préalable être soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 4 : Programme de surveillance Air - Séchoir**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 9.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

Les rejets atmosphériques du séchoir font l'objet d'une campagne de mesures tous les 3 ans.

**Constats :**

Concernant le séchoir, des campagnes de mesures ont été réalisées en janvier 2023 et en janvier 2024. Lors de ces campagnes, des prélèvements ont été réalisés avec et sans apport des effluents issus de la chaudière Babcock.

L'écart constaté lors de la visite du 5 mai 2021, relatif au non-respect du programme de surveillance, est donc levé.

En revanche, le rapport de mesures présente les résultats, sur gaz secs. Or, conformément à l'article 3.2.3.1 de l'arrêté d'autorisation, les valeurs limites s'appliquent sur gaz humides. L'exploitant est invité à demander à son laboratoire de fournir les résultats des prochaines campagnes sur gaz humides.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : VLE Air - Séchoir

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 3.2.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

Les rejets atmosphériques respectent les valeurs limites suivantes (gaz humides, concentration en oxygène ramenée à 18%) :

- débit max : 66 000 m<sup>3</sup>/h
- vitesse d'éjection minimale en marche continu : 6 m/s
- SO<sub>2</sub> : 200 mg/m<sup>3</sup> et 13.2 kg/h
- NO<sub>X</sub> : 500 mg/m<sup>3</sup> et 33 kg/h
- CO : 250 mg/m<sup>3</sup> et 16.5 kg/h
- Poussières : 100 mg/m<sup>3</sup> et 9.9 kg/h
- COVNM : 110 mg/m<sup>3</sup> et 33 kg/h

**NB :** En période hivernale, les gaz de combustion de la chaudière Babcock sont valorisés pour participer au séchage des copeaux de bois destinés à la fabrication de panneaux. Dans ce cas, les rejets du séchoir comprennent donc également les gaz de combustion de cette chaudière. L'arrêté d'autorisation ne précise pas si les valeurs limites d'émission du séchoir s'appliquent avec ou sans les gaz de combustion de la chaudière Babcock. Par défaut, il est considéré qu'elles s'appliquent aux deux configurations.

En application de l'article 27-7-a) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, la valeur limite d'émission de COVNM est fixée à 110 mg/m<sup>3</sup>. Ainsi, le cas particulier 37° de l'article 30 de cet arrêté, modifiant cette valeur limite d'émission, ne s'applique qu'aux installations de fabrication de panneaux de particules relevant de la rubrique IED 3610.

**Constats :**

Lors de la campagne de mesures de janvier 2023 (avec apport des effluents issus de la chaudière Babcock), le dépassement suivant a été constaté\* :

- COVNM : 148 mg/m<sup>3</sup>, pour une valeur limite de 110 mg/m<sup>3</sup>

Lors de la campagne de mesures de janvier 2023 (sans apport des effluents issus de la chaudière Babcock), le dépassement suivant a été constaté\* :

- COVNM : 176 mg/m<sup>3</sup>, pour une valeur limite de 110 mg/m<sup>3</sup>

Lors de la campagne de mesures de janvier 2024 (avec apport des effluents issus de la chaudière Babcock), le dépassement suivant a été constaté\* :

- CO : 345 mg/m<sup>3</sup>, pour une valeur limite de 250 mg/m<sup>3</sup>

Lors de la campagne de janvier 2024 (sans apport des effluents issus de la chaudière Babcock), les dépassements suivants ont été constatés\* :

- CO : 570 mg/m<sup>3</sup>, pour une valeur limite de 250 mg/m<sup>3</sup>
- COVNM : 123 mg/m<sup>3</sup>, pour une valeur limite de 110 mg/Nm<sup>3</sup>

\* Les rapports de mesures présentent les résultats sur gaz secs. Les concentrations présentées dans le présent rapport ont été ramenées aux gaz humides, pour pouvoir les comparer aux valeurs limites applicables.

Par rapport aux constats effectués lors de visite du 5 mai 2021 (sur la base des résultats de la campagne de mesures de mars 2021), l'exploitant s'est mis en conformité en ce qui concerne les émissions de poussières et a réduit significativement ses émissions de COVNM, sans pour autant respecter la valeur limite d'émission.

Il est néanmoins noté une grande variabilité des émissions. Ainsi et à titre d'exemple, sans apport des effluents issus de la chaudière Babcock, le flux de COVNM est passé de 8,8 kg/h en mars 2021 à 1,6 kg/h en 2024. Or, l'exploitant a déclaré n'avoir mis en œuvre aucune action susceptible d'expliquer cette évolution. Dans tous les cas, le flux de COVNM mesuré est très inférieur au flux autorisé (33 kg/h).

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 6 : Captation des rejets atmosphériques, notamment de formaldéhyde

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
<b>Constats :</b> <p>Le process de fabrication de panneaux de particules, utilisant une colle urée/formol, entraîne l'émission de COV, notamment de méthanol et de formaldéhyde, en particulier au niveau de la zone finale de pressage. Dans cette zone, le bâtiment est muni d'une ventilation mécanique (composée de 6 ventilateurs) et de 6 exutoires de rejet en toiture. Il ne s'agit donc pas strictement d'une captation à la source des émissions. Lors de la visite, il a été constaté que la majorité de la vapeur d'eau produite (et visible) est rapidement captée par le dispositif de ventilation. Une partie stagne en revanche dans la zone avant d'être probablement aspirée après quelques minutes. Le formaldéhyde étant un gaz incolore, ces constats visuels peuvent néanmoins ne pas s'appliquer à ce gaz. Même si cette situation correspond à la situation actuellement autorisée dans l'arrêté préfectoral du 7 mars 2013, un doute subsiste quant à l'efficacité du dispositif de captation.</p> <p>En revanche, le procédé « mélamine » (consistant en l'application, sur le panneau, d'une feuille décorative imprégnée de résine) et le procédé de calandrage (consistant au collage, à l'aide d'une colle urée-formol, d'un papier décoratif sur le panneau) disposent bien d'une captation à la source des émissions atmosphériques. Les points de rejets canalisés associés à ces dispositifs n'avaient néanmoins pas été identifiés dans le dossier de demande d'autorisation et ne sont pas mentionnés dans l'arrêté d'autorisation.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera prochainement transmis au préfet de la Vendée, afin de prendre en compte ces points de rejets canalisés et d'encadrer, si nécessaire, les rejets associés.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à l'exploitant de démontrer, dans un délai maximal de 6 mois, l'efficacité du dispositif de captation dans la zone de la presse à panneaux. Pour cela, il pourra fournir tous les éléments jugés pertinents (étude de dimensionnement, mesure de la concentration en formaldéhyde dans la zone, bilan matière, etc.).</p> <p>Il est également demandé à l'exploitant de préciser, dans un délai maximal de 6 mois, les caractéristiques de l'ensemble des points de rejets canalisés associés aux procédés « mélamine » et calandrage (débit nominal, hauteur du point de rejet, type d'exutoire).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 7 : Programme de surveillance Air - presse à panneaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets atmosphériques de la presse à panneaux (point de rejet n°4 identifié à l'article 3.2.3.2) font l'objet d'une campagne annuelle de mesures. <b>NB :</b> Ce « point de rejet n°4 » est en réalité composé de 6 exutoires.
<b>Constats :</b> Concernant la presse à panneaux, les deux dernières campagnes de mesures ont été réalisées en février 2022 et en janvier 2024. Aucune campagne n'a été réalisée en 2023, ce qui constitue un écart. Il est précisé que, lors des campagnes 2022 et 2024 et au vu des rapports, un des six ventilateurs situés au-dessus de la sortie de la presse (le n°1), n'a pas fait l'objet de prélèvements pour cause de panne. L'exploitant conteste cependant une telle panne. Lors de la visite, l'ensemble des ventilateurs semblait fonctionner correctement. Aucune campagne n'ayant été réalisée en 2023, l'écart constaté lors de la visite du 5 mai 2021, relatif au non-respect de la fréquence de surveillance, n'est pas levé. En revanche, comme demandé, le formaldéhyde est désormais analysé. Par ailleurs, en application de l'annexe II b de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère, pour tout contrôle réglementaire des émissions à l'atmosphère des installations classées, chaque mesurage est répété au moins trois fois, sauf dans le cas des polluants pour lesquels la méthode de mesurage comprend une phase de prélèvement sur site et d'analyse des supports de prélèvement en laboratoire, et pour lesquels des concentrations inférieures ou égales à 20 % de la valeur limite d'émission réglementaire sont attendues, sur la base des résultats fournis dans le rapport relatif au contrôle réglementaire précédent. Or, lors des campagnes de mesures 2022 et 2024, un seul essai a été réalisé en ce qui concerne le formaldéhyde, alors que la condition susmentionnée n'était pas remplie. Lors de ces deux campagnes, les conditions techniques de réalisation des prélèvements, définies dans cet arrêté, n'ont donc pas été respectées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant d'alerter le laboratoire sur cette non-conformité de mesurage. Lors de la prochaine campagne de mesures et en ce qui concerne en particulier le formaldéhyde, 3 essais de mesurage devront être réalisés. Afin de déterminer si les postes « mélamine » et « calandrage » constituent des sources d'émissions de COV, notamment de formaldéhyde, il est demandé à l'exploitant, lors de la campagne de mesures de 2025 et en compléments des 6 points de rejets de la zone de la presse à panneaux, de procéder également à des prélèvements pour l'ensemble des points de rejets canalisés associés à ces deux postes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

## N° 8 : VLE Air - Presse à panneaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>a) Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite en COVNM, exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés, est de 110 mg/m<sup>3</sup>.</p> <p>b) Composés organiques volatils visés à l'annexe III :</p> <p>Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m<sup>3</sup>.</p> <p>c) Si le flux horaire total atteint 10 g/h, la somme des COV présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, est limitée à 2 mg/m<sup>3</sup>.</p> <p>Le préfet peut accorder une dérogation à la valeur limite fixée au c), si l'exploitant démontre, d'une part, qu'il fait appel aux meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable et, d'autre part, qu'il n'y a pas lieu de craindre de risque significatif pour la santé humaine et l'environnement.</p> <p><b>NB :</b> Le formaldéhyde fait l'objet, en application du règlement européen CLP n°1272/2008, d'une classification harmonisée. Désormais, cette substance est notamment classée H350 – Peut provoquer le cancer. La valeur limite de 20 mg/m<sup>3</sup>, fixée au b) de l'article 27-7, est donc désormais remplacée par la valeur limite de 2 mg/m<sup>3</sup>, fixée au c) de cet article.</p>
<b>Constats :</b> <p>Concernant les COVNM, dont le flux rejeté est supérieur à 2 kg/h, aucun écart n'a été constaté lors des campagnes de mesures de janvier 2022 et de janvier 2024. La valeur limite d'émission de 110 mg/m<sup>3</sup> est ainsi respectée. Toutefois, le flux mesuré de COVNM (1,4 kg/h en janvier 2022 et 0,9 kg/h en janvier 2024) apparaît faible, en comparaison avec le flux mentionné dans l'étude d'impact. Ainsi, en ce qui concerne uniquement le méthanol et en tenant compte du niveau d'activité actuel du site, un flux d'environ 40 t/an soit environ 5 kg/h était attendu. Cela pourrait être dû à une captation insuffisante (cf point de contrôle 6) ou à une mauvaise estimation dans l'étude d'impact.</p> <p>Concernant spécifiquement le formaldéhyde, lors des campagnes de mesures de janvier 2022 et de janvier 2024, les dépassements suivants ont été constatés (pour une valeur limite de 2 mg/m<sup>3</sup>) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- exutoire panneau 2 : 4,49 mg/m<sup>3</sup> en 2022 et 3,26 mg/m<sup>3</sup> en 2024</li><li>- exutoire panneau 3 : 4,44 mg/m<sup>3</sup> en 2022 et 2,51 mg/m<sup>3</sup> en 2024</li><li>- exutoire panneau 4 : 4,20 mg/m<sup>3</sup> en 2022 et 3,57 mg/m<sup>3</sup> en 2024</li><li>- exutoire panneau 5 : 4,23 mg/m<sup>3</sup> en 2022 et 5,76 mg/m<sup>3</sup> en 2024</li><li>- exutoire panneau 6 : 4,98 mg/m<sup>3</sup> en 2022</li></ul> <p>Lors de ces campagnes de mesures de janvier 2022 et de janvier 2024, alors que l'un des six extracteurs n'a pas fait l'objet d'un prélèvement, le flux de formaldéhyde mesuré a atteint respectivement 360 g/h et 262 g/h. Ces flux sont 7 à 10 fois plus importants que le flux de 36 g/h, retenu dans l'étude quantitative des risques sanitaires de 2013, pour ce qui concerne spécifiquement les émissions de la presse à panneaux.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il peut solliciter, auprès du préfet de la Vendée, l'aménagement prévu au c) de l'article 27-7 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, afin de rehausser la valeur limite d'émissions en formaldéhyde. Pour cela, il devra justifier :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- qu'il met en œuvre les meilleures techniques disponibles (définies dans les conclusions sur les MTD du secteur WBP1 du 20 novembre 2015 et reprises, en ce qui concerne les niveaux d'émissions de formaldéhyde et de COVNM, dans le paragraphe 37° de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998)</li><li>- l'acceptabilité des risques sanitaires.</li></ul>

En outre, compte tenu notamment de la différence entre le flux de COVNM mesuré et celui indiqué dans l'étude d'impact, il est demandé à l'exploitant de remettre à l'inspection des installations classées, dans un délai maximal de six mois, un bilan exhaustif des émissions annuelles totales de COVNM du site, par poste d'émission. Le mode de calcul sera détaillé et justifié, notamment en ce qui concerne les émissions de méthanol. Ce bilan intégrera également les émissions du séchoir et des deux chaudières biomasse.

Il est également demandé à l'exploitant de remettre à l'inspection des installations classées, dans un délai maximal de six mois, un bilan exhaustif des émissions annuelles totales de formaldéhyde du site, par poste d'émission (presse à panneaux, presse mélamine, calandrage). Le mode de calcul sera détaillé et justifié. Pour cela, l'exploitant est invité à se rapprocher de ses fournisseurs, afin de connaître la teneur exacte en formaldéhyde dans les colles et dans la résine imprégnant la feuille mélaminée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 9 : Évaluation en permanence des émissions de poussières (2910 B)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 77.II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW comprenant au moins un appareil consommant au moins un combustible visé en 2910-B, une évaluation en permanence des poussières rejetées est effectuée pour les appareils consommant un combustible relevant de la rubrique 2910-B.

**Constats :**

Un tel dispositif d'évaluation en permanence des poussières rejetées, a été installé sur la chaudière Compte. En revanche, la chaudière Babcock n'a pas été munie d'un tel dispositif.

L'écart constaté lors de la visite du 5 mai 2021, relatif à l'absence de tels dispositifs, a donc été levé partiellement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 10 : Filière de gestion des cendres sous chaudières

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 73

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

Les cendres sous foyer peuvent être épandues, dans la limite d'un volume annuel de 2000 t/an.

Une étude préalable d'épandage justifie la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées et les documents de planification existants, notamment les plans prévus à l'article L.541-14 du code de l'environnement et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux, prévus aux articles L.212-1 et L.212-3 du code de l'environnement.

**Constats :**

L'exploitant a transmis des documents (contrat, fiche d'acceptation préalable et bon d'enlèvement) justifiant que les cendres sous chaudières sont désormais évacuées vers une installation de stockage de déchets non dangereux.

L'écart relevé lors de la visite du 5 mai 2021, relatif à l'absence d'étude préalable à l'épandage, est donc levé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 11 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 7.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> La dernière vérification annuelle des installations électriques a été réalisée en janvier 2024. Pour cela, le site a été divisé en 5 zones. Les 5 certificats Q18, associés à cette vérification, concluent que les installations électriques ne peuvent pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion. Cependant, ces 5 certificats précisent que la vérification n'a été que partielle. Une partie des installations électriques n'a donc pas fait l'objet d'une vérification annuelle, ce qui constitue un écart. L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas été possible, lors de la dernière vérification, de couper l'alimentation électrique haute-tension, mais qu'une telle coupure sera réalisée lors du prochain arrêt technique du site, ce qui permettra d'obtenir une vérification complète.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, dès réception, les certificats Q18 correspondant à la prochaine vérification complète des installations électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 12 : Entretien des moyens d'intervention incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> La dernière vérification semestrielle du dispositif d'extinction automatique a été réalisée en novembre 2023. Le certificat Q1 associé conclut à l'absence de non-conformité avec risque d'échec. Il est ainsi considéré que ce dispositif est maintenu en bon état. La dernière maintenance annuelle des RIA a été réalisée en juin 2023. L'exploitant a justifié du suivi des dysfonctionnements constatés et, de manière générale, du maintien en bon état de ces moyens d'intervention. Par ailleurs, il a été constaté, par sondage, que ces RIA sont facilement accessibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



### N° 13 : Défense extérieure contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/03/2013, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure qu'en toute circonstance un débit de 780 m <sup>3</sup> /h (1 560 m <sup>3</sup> pour deux heures d'extinction) est disponible par la réserve incendie de 2 000 m <sup>3</sup> , des poteaux incendies et autres réserves complémentaires. Les poteaux incendie constituant le réseau hydrant sont situés à moins de 200 m du bâtiment et comportent des prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. Les réserves incendie complémentaires doivent être situées à moins de 400 mètres du bâtiment par les voies carrossables, disposer de plateformes stabilisées en nombre suffisant avec une surface au sol permettant aux véhicules de secours de manœuvrer, et d'une hauteur d'aspiration compatible avec ces véhicules. Ces réserves disposent de suffisamment de brides d'aspiration dont les raccords sont compatibles avec ceux des services de lutte contre l'incendie.
<b>Constats :</b> Le site dispose des moyens suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- un réseau interne de poteaux d'incendie, alimenté par le réseau public, pouvant délivrer au moins 93 m<sup>3</sup>/h au vu de la dernière vérification de ces ouvrages</li><li>- quatre réserves souples de 480 m<sup>3</sup>, disposant chacune de 4 raccords.</li></ul> Les moyens disponibles permettent donc de combler le besoin en eau en cas d'incendie du site (débit et volume). Néanmoins, ces moyens de défense étant différents des moyens détaillés dans l'article 7.6.4 de l'arrêté d'autorisation du 7 mars 2013, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera prochainement transmis au préfet de la Vendée, afin de prendre en compte ce changement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 14 : Liste des PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 <sup>er</sup> établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées. <b>NB :</b> L'exploitant est visé par cet arrêté ministériel, par la rubrique 2791 relative au traitement de déchets non dangereux.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas identifié les PFAS utilisés, produits, traités ou rejetés par son installation, ce qui constitue un écart. L'exploitant a déclaré éprouver des difficultés à établir une méthode permettant de répondre à cette obligation. Afin d'établir cette liste, l'exploitant est incité à se rapprocher de ses fournisseurs de produits chimiques, afin d'identifier les éventuels PFAS présents dans ces produits ou susceptibles d'être produits par dégradation. À ce stade, il n'est pas demandé à l'exploitant de procéder à des analyses des déchets reçus.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 15 : Analyse des PFAS

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, articles 3 et 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux superficielles

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Cette campagne porte sur :

1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;

2° L'analyse des 20 PFAS suivants :

(cf liste de l'arrêté ministériel)

3° La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement.

Sont particulièrement concernées les substances suivantes :

(cf liste de l'arrêté ministériel)

I. - Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3° de l'article 3.

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.

L'exploitant réalise sa première campagne d'analyse sous 9 mois.

III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué avoir lancé la première campagne d'analyses de ses eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Il n'a toutefois pas encore pu présenter les résultats. Il est rappelé à l'exploitant que ces résultats devront être transmis via l'outil de télédéclaration GIDAF.

Cette première campagne a ainsi été lancée avant que ne soit établie la liste des PFAS susceptibles d'être rejetés. La liste des PFAS recherchés lors de cette première campagne pourrait ainsi s'avérer incomplète.

Il est demandé à l'exploitant d'attendre d'avoir établi cette liste avant de lancer les 2e et 3e campagnes. Par ailleurs, il lui est demandé de réaliser le prélèvement des 2e et 3e campagnes en amont du bassin d'orage du site, afin d'analyser les eaux pluviales générées, avant décantation dans le bassin d'orage, même si cela entraîne un report de ces campagnes (par manque de pluviométrie).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois